



Ce domaine concerne les règles des finances (l'argent) de l'Etat. Ce n'est pas un domaine facile à comprendre mais il est indispensable de faire un effort pour en saisir l'essentiel même de façon sommaire. Les choses sont parfois volontairement rendues difficiles pour empêcher la compréhension.

Pour accomplir les tâches que le peuple lui a confié (assurer les besoins élémentaires de tous), l'Etat doit avoir des moyens et engager du personnel. Ces moyens lui permettent de construire des hôpitaux, des écoles, des routes, des bâtiments, de s'acheter du matériel de bureau, des moyens de communication et de payer son personnel. Chaque gouvernement doit choisir ses priorités.

Il faut ici bien faire la différence entre ce qui appartient à l'Etat et ce qui appartient à celui qui travaille pour l'Etat. Ce n'est pas parce qu'on utilise ce qui appartient à l'Etat qu'on peut en faire n'importe quoi. Les règles sur l'utilisation des biens de l'Etat sont naturellement plus strictes.

Budget de l'Etat

Le budget de l'Etat est un document. Ce document contient deux sortes de prévisions. Il y a d'un côté ce que l'Etat espère gagner comme argent au cours d'une année (le gâteau) et de l'autre sur ce qu'il va en faire (distribution). On a ainsi les informations suivantes dans un budget : combien d'argent l'Etat espère-t-il avoir (recettes), d'où viendrait cet argent et que va-t-il en faire (dépenses). Les lois exigent que ce document (le budget) soit clair, complet et reflète la réalité. Le peuple doit en effet savoir et comprendre comment est utilisé son argent.

En règle générale, c'est le gouvernement qui prépare le budget et le propose ensuite au parlement pour que celui-ci l'accepte (art. 126 et 173 de la constitution).

L'argent de l'Etat vient en règle générale de ce que rapportent ses sociétés, des impôts et taxes diverses payées par les individus et les sociétés privées. Il n'y a que le parlement qui peut décider d'un impôt (art. 174 cst).

L'Etat dépense normalement cet argent pour payer le personnel, investir et accomplir le travail que le peuple lui a donné (garantir une formation, protéger les gens et leurs choses, assurer que la justice fonctionne, construire les routes et assurer le fonctionnement des transport des biens et personnes...).

Si l'Etat n'arrive pas à faire face à toutes les dépenses qu'il a envisagées alors il y aura un manque. C'est qu'on appelle déficit budgétaire. Pour combler ce manque, l'Etat cherche généralement de l'argent à l'étranger au près de celui qui serait disposé à le lui prêter. Ces prêteurs ne sont généralement pas désintéressés. Ils sont souvent assortis de conditions et doivent être remboursés avec intérêts. Ces prêteurs, parfois difficilement identifiables, prêtent malgré les risques pour des raisons qui leur sont propres. (Ceux qui veulent approfondir la question peuvent aller par exemple sur le site : www.dette2000.org (août 2009) qui donne des informations sur la relation entre le développement et la dette, également <http://www.clubdeparis.org/>; <http://www.banquemondiales.org/>; <http://www.imf.org/external/index.htm> (FMI).

La somme des déficits constitue ce qu'on appelle la dette de l'Etat (la dette publique).



Influence du programme politique et des prêteurs étrangers sur le budget

Le rôle que le peuple confie à l'Etat a une certaine importance. En occident par exemple, certains (sur le plan politique : la droite) considèrent que c'est d'abord à l'individu de se prendre en charge. L'Etat doit l'en encourager et n'intervenir, dans les relations entre les citoyens, que pour faire le gendarme. D'autres (la gauche) considèrent au contraire que l'Etat n'est pas simplement un gendarme mais doit intervenir pour influencer les relations économiques entre les gens et assister ceux qui ne peuvent pas s'en sortir.

En RDC, le peuple a donné à l'Etat un rôle considérable. En particulier, l'art. 58 de la constitution impose à l'Etat de redistribuer équitablement les richesses nationales et de garantir le droit au développement. La responsabilité du peuple se limite ainsi à choisir, parmi les programmes proposés par les politiciens ou les partis politiques pour sortir le pays du sous-développement, le plus efficace.

Quel que soit le rôle attribué à l'Etat, il va de soi que s'il ne souhaite pas avoir des dettes, il doit diminuer ses dépenses et/ou augmenter ses recettes.

Pour avoir plus des sous (augmenter les recettes), l'Etat peut demander à tout le monde de payer plus (augmenter les impôts) et multiplier les taxes. Il peut aussi favoriser la création de nouvelles entreprises qui réussissent. Pourquoi ? parce plus il y a de ces nouvelles entreprises qui ont des bénéfices et du personnel bien payé, plus l'Etat pourra se servir pour remplir ses caisses.

Il doit aussi faire en sorte que l'argent gagné au pays y soit investi et celui gagné à l'étranger développe le pays. Beaucoup, surtout ceux qui ne sont pas d'origine congolaise, pourraient en effet être tentés de gagner des sous en RDC et mettre ensuite cet argent à l'étranger. A l'inverse beaucoup à l'étranger, surtout ceux qui sont d'origine congolaise, pourraient eux être tentés d'y gagner des sous et d'y investir. C'est la fuite des cerveaux et capitaux que les Etats tentent d'éviter. Plusieurs politiques sont possibles pour créer des recettes, c'est une question d'imagination créative et du rôle que l'on veut donner à un Etat.

Pour avoir moins des dépenses, il doit éviter des dépenses dont il peut se passer, essayer d'être performant avec moins, distribuer de manière équitable pour éviter les frustrations source de démotivation, motiver les créateurs...

Mais la marge de manœuvre des politiques en RDC depuis l'indépendance ne cesse de se réduire. L'Etat a de plus en plus des dépenses. Celles-ci augmentent plus vite que les recettes. L'Etat est donc tenté de céder à la facilité : emprunter. Le problème c'est que les prêteurs sont de plus en plus exigeants. Les remboursements ne sont pas réguliers et rien n'indique que les politiques suivies par les gouvernements successifs seront productifs. Alors ces prêteurs sont tentés et n'hésitent plus, par exemple pour consentir d'autres prêts, à imposer des conditions, dont la légitimité peut être discutée, aux dirigeants congolais.



Exemple de budget : le Budget 2007

(Pour les sources voir : Loi du 7 juillet 2007_Budget de l'Etat pour l'exercice 2007 à l'adresse : http://www.droitcongolais.info/files/691_loi_du_7_juillet_2007_buget_de_letat_exerc.pdf . Pour les détails de l'exécution de ce budget voir: site du Ministère du Budget, consulté en août 2009 http://www.ministredubudget.cd/budget_execution

La loi sur le budget 2007 mentionne que le taux de change moyen était évalué à 1\$ US pour 560 Francs congolais.

Recettes

L'Etat congolais comptait sur le montant total de 883 482 606 010 FC
soit environ **1 577 647 510 \$**

Sur ce montant :

- 30 % c.à.d. **473 224 253 \$** (taxes douanières) ;
- 28 % soit **441 741 302 \$** (impôts) ;
- 22 % soit **347 082 452 \$** (différentes taxes administratives) ;
(la DGRAD : Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et des participations)
- 20 % soit **315 529 502 \$** (pétroliers)

Ce montant annuel peut être considéré comme étant très faible non seulement en comparaison internationale mais également compte tenu des tâches que l'Etat doit accomplir et du nombre de la population.

Dépenses

L'Etat congolais a estimé les dépenses à effectuer en 2007 à 1 370 390 606 010 FC
soit environ **2 446 981 439 \$**

montant à répartir ainsi :

- 25,35 % soit **620 309 794 \$** pour les **fonctionnaires et les autorités**
- 16,77 % soit **410 358 787 \$** devait être consacré à rembourser la **dette du pays**
- 14,18 % soit **346 981 968 \$** **interventions** de l'Etat (subventions, charges sociales, rentes..)
- 12, 93% soit **316 394 700 \$** pour les **bâtiments** (achats, constructions, réparations)
- 12,72 % soit **311 256 039 \$** pour les **équipements (pour bureau, communications...)**
- 10,7 % soit **261 827 014 \$** pour payer les bénéfices des prêteurs (**intérêts**)
- 4,46 % soit **109 135 372 \$** **dépenses de prestations (publicités, transport, décoration...)**
- 2,89 % soit **70 717 763 \$** pour les **biens et matériels** (énergie, carburant...)



Le gouvernement choisit ses priorités. On peut ainsi voir que l'Etat a décidé de consacrer plus de 27 % de ce qu'il gagnerait à rembourser ses dettes et environ 12 % à ses infrastructures.

On peut également constater que la loi sur le budget 2007 ne contient qu'une répartition générales et non détaillée des dépenses.

Déficit

Ne pouvant faire face aux dépenses envisagées, l'Etat s'est résolu à trouver de l'argent en s'adressant aux prêteurs extérieurs. C'est ce qui est mentionné sous le terme : recettes exceptionnelles. Ce sont soit des emprunts, des aides extérieures ou des dons (art. 17 de loi financière du 4 octobre 1987).

Recettes extérieures

Le montant total venant de l'extérieur devait être de 476 329 000 000 FC soit **850 857 500 \$**.

- Une partie de cet argent soit **376 250 000 \$** viendrait de la caisse pour **PPTE** (qui signifie pays pauvres très endettés. L'initiative PPTE est un mécanisme au bénéfice des pays pauvres pour autant qu'ils appliquent les programmes appuyés par le FMI et la Banque mondiale.
- Et le reste soit **474 337 500 \$** des dons et emprunts pour des projets.

Pour savoir comment le budget a été exécuté, il faut en principe se référer au document qui clôture ledit budget.

Pour le budget 2007, le Ministère du budget donne quelques précisions sur la manière dont les budgets ont été exécutés (pour la source : consultez le site Internet du Ministère du Budget à l'adresse : http://www.ministredubudget.cd/budget_execution.htm (consulté en août 2009)



MINISTÈRE DU BUDGET

CHAÎNE DE LA DEPENSE

DIRECTION DE LA PRÉPARATION ET SUIVI DU BUDGET

BUDGET 2007

ESB GLOBAL PAR ADMINISTRATION : EXECUTION DU 01/07/2007 AU 31/12/2007

N°	Administration	Crédits Votés	Cr. Après Vir.	Engagements	Liquidations	Ordonnancements	Paiements
9	DÉPENSES COMMUNES	11 205 000 000	11 205 000 000	3 468 616 559	3 468 616 559	2 968 616 559	1 299 107 962
10	PRÉSIDENTE DE LA REPUBLIQUE	19 938 604 672	19 938 604 672	49 373 807 372	48 728 375 184	46 949 342 169	36 993 826 445
11	PRIMATURE	4 076 681 859	4 076 681 859	18 672 698 857	8 128 365 099	7 528 332 396	6 330 824 912
12	SERVICE NATIONAL	1 457 465 440	1 457 465 440	789 540 546	667 301 426	359 520 488	261 604 894
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	259 647 651	259 647 651	244 307 322	228 809 254	207 270 568	188 822 966
18	ASSEMBLÉE NATIONALE	45 558 524 029	45 558 524 029	29 497 704 797	29 449 419 149	29 371 812 749	25 077 353 866
19	SÉNAT	15 804 603 408	15 804 603 408	8 304 396 186	8 267 504 016	7 735 830 557	6 796 064 252
20	POUVOIR JUDICIAIRE	11 955 270 150	11 955 270 150	10 886 942 825	10 686 590 135	10 447 804 011	10 165 974 229
21	SECRÉTARIAT DU GOUVERNEMENT	2 723 666 831	2 723 666 831	9 572 656 682	9 278 672 179	9 252 900 979	8 343 600 205
22	AFFAIRES ÉTRANGÈRES	9 613 368 448	9 613 368 448	13 955 596 357	13 386 903 827	12 801 472 892	9 040 332 068
23	COOPÉRATION INTERNATIONALE	193 116 209	193 116 209	133 287 743	131 010 923	126 883 147	96 077 172
25	INTÉRIEUR, DÉCENTRALISATION ET SÉCURITÉ	60 714 139 372	60 714 139 372	64 073 568 429	63 870 899 751	62 530 408 648	52 884 030 406
26	RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES / ADMINISTRATION	189 061 966	189 061 966	44 971 741	8 877 970	1 801 800	1 626 800
27	DÉFENSE NATIONALE	99 567 702 574	99 567 702 574	180 049 261 785	179 851 889 765	176 668 600 219	120 105 111 416
28	ANCIENS COMBATTANTS	918 305 065	918 305 065	3 175 733 716	3 171 585 616	3 135 192 776	3 134 741 576
29	ÉCONOMIE NATIONALE	1 320 268 577	1 320 268 577	568 127 206	499 644 814	488 934 110	460 673 773
30	FINANCES	528 766 975	241 528 766 975 241	213 524 316 029	213 007 825 694	211 598 200 958	197 912 818 750
31	BUDGET	21 474 934 102	21 474 934 102	13 697 203 017	13 661 210 940	11 686 956 843	10 539 900 811
32	PLAN	8 194 098 946	8 194 098 946	7 448 710 676	6 771 397 823	6 397 840 217	6 157 469 512
33	RECONSTRUCTION	268 447 006	268 447 006	96 744 221	96 336 181	96 336 181	96 336 181
34	JUSTICE	3 089 696 493	3 089 696 493	4 002 864 068	3 789 457 200	3 383 242 075	2 923 380 922
35	REFORMES INSTITUTIONNELLES / ADMINISTRATION	170 291 572	170 291 572	66 623 250	27 448 780	23 939 690	23 939 690
36	RELATIONS AVEC LE PARLEMENT / ADMINISTRATION	197 210 626	197 210 626	69 474 573	51 048 416	51 048 416	47 072 476
37	SANTÉ PUBLIQUE	49 609 895 796	49 609 895 796	82 081 985 535	71 019 968 114	63 326 081 096	45 679 194 405
38	ENSEIGNEMENTS PRIMAIRE, SECONDAIRE ET	107 732 322 606	107 732 322 606	113 979 223 312	110 126 781 561	108 547 920 324	102 479 006 838
39	COMMISSION NATIONALE POUR L'UNESCO / ADMINISTRATION	193 928 074	193 928 074	123 993 332	114 796 751	111 369 101	79 844 342
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE	32 273 215 868	32 273 215 868	23 954 679 226	23 825 258 650	22 691 345 018	19 899 308 628
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	5 164 863 232	5 164 863 232	2 940 365 570	2 832 690 961	2 691 229 377	2 594 583 504
42	INFRASTRUCTURES, TRAVAUX PUBLICS ET	69 150 126 699	69 150 126 699	71 616 114 239	68 780 189 568	67 301 631 662	61 384 433 0
43	URBANISME ET HABITAT	1 634 164 612	1 634 164 612	3 151 303 286	3 107 103 485	1 842 885 909	559 151 889
44	AGRICULTURE	16 778 679 853	16 778 679 853	19 793 899 138	12 816 186 547	11 681 887 817	7 605 192 433
45	DEVELOPPEMENT RURAL	8 524 321 316	8 524 321 316	6 293 731 412	4 518 120 427	4 047 043 501	3 517 811 239
46	INDUSTRIE	1 332 250 695	1 332 250 695	747 580 426	681 169 917	616 004 196	561 853 480
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	873 367 815	873 367 815	565 046 747	505 120 112	450 062 967	428 904 799
48	MINES	8 794 004 484	8 794 004 484	6 497 052 767	6 481 442 350	6 324 618 951	5 654 865 775
49	HYDROCARBURES	689 945 400	689 945 400	181 703 651	172 351 801	139 682 219	121 775 421



50 ÉNERGIE	56 817 567 724	56 817 567 724	17 752 456 899	17 699 190 355	13 165 506 289	12 896 640 359
51 TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	21 549 995 089	21 549 995 089	6 723 851 210	5 947 299 304	5 091 319 970	4 889 608 283
52 POSTES, TELEPHONES ET TELECOMMUNICATIONS	6 265 683 890	6 265 683 890	3 069 597 718	2 959 111 367	2 765 800 932	2 173 462 724
53 INFORMATION, PRESSE ET COMMUNICATION NATIONALE	3 346 441 340	3 346 441 340	5 997 242 770	5 767 984 445	5 709 073 892	3 335 166 129
54 DROITS HUMAINS	437 862 559	437 862 559	193 238 046	145 735 547	117 392 367	107 442 986
55 AFFAIRES FONCIERES	1 584 755 099	1 584 755 099	1 038 768 645	832 890 885	759 606 604	757 279 282
56 ENVIRONNEMENT	6 122 061 947	6 122 061 947	3 474 781 164	3 348 331 094	2 914 201 967	2 827 229 718
57 TOURISME	1 545 194 404	1 545 194 404	1 320 644 599	1 295 676 677	1 262 113 021	1 124 028 437
58 CULTURE ET ARTS	2 426 247 115	2 426 247 115	2 472 018 054	2 337 896 364	2 012 397 581	504 701 674
59 JEUNESSE	970 443 636	970 443 636	986 778 848	940 464 739	930 059 246	912 795 630
60 SPORTS ET LOISIRS / ADMINISTRATION	2 559 241 368	2 559 241 368	3 548 917 540	3 328 437 980	2 648 710 022	1 940 151 840
61 FONCTION PUBLIQUE	24 528 438 822	24 528 438 822	20 442 466 385	19 982 895 208	19 878 925 791	19 027 982 315
62 TRAVAIL	1 611 418 306	1 611 418 306	1 179 859 976	1 088 321 929	871 298 081	752 753 428
63 PRÉVOYANCE SOCIALE / ADMINISTRATION	450 700 353	450 700 353	262 157 416	231 485 116	199 195 916	192 534 588
64 AFFAIRES SOCIALES ET SOLIDARITÉ NATIONALE	13 910 479 787	13 910 479 787	11 039 138 239	11 004 747 856	10 529 155 871	6 168 083 583
65 CONDITION FÉMININE ET FAMILLE	502 620 889	502 620 889	280 640 150	270 136 187	234 906 362	217 314 149
66 ADMINISTRATION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE	978 248 290	978 248 290	485 266 272	479 216 272	479 216 272	472 604 019
67 ADMINISTRATION DU SENAT	907 318 217	907 318 217	514 310 684	506 097 341	497 811 528	494 740 062
69 INTÉGRATION RÉGIONALE	628 186 087	628 186 087	472 833 754	468 305 015	363 235 107	219 374 656
70 AFFAIRES HUMANITAIRES	1 618 130 950	1 618 130 950	14 153 431 613	11 133 732 022	10 716 011 008	8 169 926 570
74 PORTEFEUILLE	1 913 039 177	1 913 039 177	869 909 082	825 727 940	806 484 178	288 242 408
76 COUR DES COMPTES	1 646 870 802	1 646 870 802	887 020 433	832 087 491	639 623 388	566 747 224
77 COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	5 195 088 328	5 195 088 328	5 948 973 518	5 948 973 518	5 491 391 518	5 025 911 858
80 HAUTE AUTORITE DES MEDIAS	825 188 427	825 188 427	484 954 895	460 828 322	421 024 022	318 714 967
82 DELEGATION GENERALE A LA FRANCOPHONIE	185 010 277	185 010 277	87 723 596	77 292 248	53 038 020	47 869 310
83 DELEGATION A LA MONUC	186 586 405	186 586 405	77 900 148	77 766 628	76 016 628	66 148 620
84 POLICE NATIONALE	43 098 440 745	43 098 440 745	41 045 897 925	40 825 145 895	37 162 440 448	35 325 053 532
85 DIRECTION GÉNÉRALE DE MIGRATION	2 984 758 796	2 984 758 796	1 646 008 904	1 644 348 885	1 563 152 817	1 201 202 330
86 AGENCE NATIONALE DES RENSEIGNEMENTS (ANR)	8 666 859 846	8 666 859 846	4 818 382 916	4 709 963 156	4 447 288 696	3 961 956 725
87 INSPECTION GENERALE DES FINANCES (IGF)	2 588 763 330	2 588 763 330	2 198 877 803	1 635 145 347	1 487 298 568	1 225 939 515
89 BASE LOGISTIQUE CENTRALE	945 310 248	945 310 248	4 926 938 834	4 920 906 834	4 150 325 881	3 230 034 431
90 PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME)	820 491 392	820 491 392	550 458 874	462 049 345	450 777 746	414 352 026
91 INSPECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE,	2 093 995 678	2 093 995 678	3 167 584 758	3 136 437 903	3 119 591 103	1 768 886 708
TOTAL GENERAL	1 370 309 606 010	1 370 309 606 0	1 125 761 864 268	1 077 533 000 158	1 034 595 441 425	870 070 497 172

Coordination Interministérielle Informatique (Chaîne de la Dépense) - BP . KINSHASA - République Démocratique du Congo
Secrétariat : Tél (243) 99.06.950 - Ouvert de 8.30 à 17.00

Sur la base de ce document publié par le site du Ministère du budget on peut y tirer principalement deux types d'information : la part qui revient à chaque administration (les montants des crédits votés par le parlement dans 1^{ère} colonne à gauche) et ce qu'elle a réellement reçu (dernière colonne à droite).

**BUDGET DE L'ETAT EXERCICE 2007****EXECUTION DES DEPENSES PAR NATURE ET TYPE DE FINANCEMENT: EXECUTION AU 31/12/2007**

<i>Nature</i>	<i>Ressources Propres</i>	<i>Ressources Extérieures</i>	<i>Ressources PPTE</i>	<i>Total</i>
1 DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	31 900 659 954	4 814 801 146		36 715 461 100
2 FRAIS FINANCIERS	40 815 010 813			40 815 010 813
3 DÉPENSES DE PERSONNEL	188 600 667 092		130 766 708 804	319 367 375 895
4 BIENS ET MATÉRIELS	58 616 693 301		18 408 680 654	77 025 373 956
5 DÉPENSES DE PRESTATIONS	40 801 408 217		12 271 756 802	53 073 165 019
6 TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ÉTAT	172 538 257 511		18 593 067 232	191 131 324 743
7 ÉQUIPEMENTS	21 987 600 438	36 119 507 393	12 615 726 690	70 722 834 521
8 CONST., RÉFECT., RÉHAB., ADDIT ^{IV} D'OUVR. ET EDIFICE, ACQUISIT ^{IV} IMMOB.	21 502 165 615	57 603 614 392	2 114 171 118	81 219 951 125
T O T A U X	576 762 462 941	98 537 922 932	194 770 111 299	870 070 497 172

Sur ce document on peut voir les recettes propres et celles reçues de l'extérieur en 2007. Le montant espéré (1'577 647 510 \$) n'a par exemple pas été atteint. L'Etat a réalisé par ses propres ressources le montant de 576 762 462 041 FC soit **1 079 932 967 \$**

Notons enfin que pour le budget 2009, le Ministère du Budget 2009 a commencé à publier les détails des dépenses en cours voir le lien ci-dessous :
(http://www.ministredubudget.cd/publication_budget2009.html)

ou sur le site www.droitcongolais.info ch. VI 6.9.21.01 (budget 2009)



Pour savoir si l'argent public a été utilisé dans les règles on peut lire le rapport de la Cour de compte. Cette Cour est chargée de contrôler la gestion de l'argent de l'Etat. Elle doit en principe publier son rapport chaque année (art. 180 de la Constitution).

Les finances du pouvoir central et celui des provinces doivent être séparées (art. 171 cst). L'état central doit céder 40 % de ses recettes aux provinces (art. 175 cst).

Les fonds publics doivent être gardés par la Banque centrale du Congo. Celle-ci doit faire son travail sans interférence et conseiller le gouvernement sur le plan économique (art. 176 cst).

Pour terminer, signalons que l'Etat doit créer un compte spécial (Caisse nationale de péréquation). Dans ce compte, il est obligé d'y mettre 10 % de ses recettes chaque année. Cet argent servira à aider les provinces du pays qui auront des grandes difficultés pour trouver des recettes (art. 181 cst) faire face à leurs dépenses.